



LES BASES DE LA RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE

Introduction

- *« Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »*

Introduction

- Il s'agit de réparer le préjudice qui découle du dommage* lui-même.
- La responsabilité délictuelle concerne toute personne juridique, physique ou morale**.

I. La théorie de la responsabilité civile

A. Les différents types de responsabilité

- « *Responsabilité* » a plusieurs sens*.
- On distingue :
 - *la responsabilité civile*,
 - qui peut être contractuelle (due à l'inexécution du contrat) ou délictuelle,
 - *et la responsabilité pénale (renvoie au droit pénal) **.*
- C'est la responsabilité délictuelle qui est envisagée ici.

1. La distinction entre responsabilité morale et responsabilité civile

- Seul point de convergence entre le droit et la morale :
 - *la responsabilité civile encourue en cas de faute volontaire.*
- Mais, le droit a développé des cas de responsabilité qui ne correspondent à aucune faute commise.*

2. Responsabilité civile/responsabilité pénale : distinction

a. *Les règles générales*

- Le droit pénal réprime les agissements qui ont des conséquences néfastes pour autrui
 - *et, donc, pour la société dans son ensemble.*
- La responsabilité pénale a un double but :
 - *la protection de la société et la répression des fautes.*
- Elle ne peut être engagée que si un texte précis le prévoit,
 - *puisque les sanctions encourues sont spécifiques :*
 - peines privatives de liberté et/ou amendes, par exemple.

2. Responsabilité civile/responsabilité pénale : distinction

a. Les règles générales

- Beaucoup d'agissements réprimés par le droit pénal ont des conséquences civiles,
 - *car ils portent atteinte à la personne, aux biens de la victime et de ses proches.*
- Il faut à la fois que :
 - *la société puisse punir ou agir pour la réinsertion sociale du fautif,*
 - *et que la victime puisse trouver un dédommagement correct.**
 - Il découle que lorsqu'une faute pénale entraîne un préjudice pour une personne,
 - *la réparation peut être demandée par la victime devant les tribunaux civils ou directement devant les tribunaux répressifs.*

2. Responsabilité civile/responsabilité pénale : distinction

b. Le cas particulier des personnes morales

- Traité comme une prolongation des cas généraux.
- Mais, des questions particulières se posent :
 - *est-il possible de condamner pénalement une entreprise sur la base d'une faute alors que, par principe, celle-ci ne peut être que collective ?*
- Une législation spécifique s'est mise en place :
 - *Principes fondamentaux :*
 - une personne morale peut être pénalement responsable des infractions commises, au même titre qu'un individu ;
 - les amendes encourues par une personne morale sont beaucoup plus élevées que celles encourues par les personnes physiques* ;
 - des peines spécifiques ont été édictées à l'encontre des personnes morales**.

3. Responsabilité délictuelle/responsabilité contractuelle : distinction

- La responsabilité civile recouvre 2 types de situations,
 - *Les cas où le dommage est causé par l'inexécution ou la mauvaise exécution d'un contrat :*
 - c'est la responsabilité contractuelle.
 - *Les cas où le dommage est causé par toute autre situation :*
 - c'est la responsabilité délictuelle.
- Dans les cas de responsabilité délictuelle, la question fondamentale est de :
 - *déterminer sur qui pèse l'obligation de réparer.*

3. Responsabilité délictuelle/responsabilité contractuelle : distinction

- Le droit distingue 2 situations différentes selon la nature du fait générateur, (à l'origine du préjudice).
- On parle de :
 - « **responsabilité délictuelle** » lorsque le préjudice est causé par un fait volontaire ;
 - « **responsabilité quasi délictuelle** » lorsque le préjudice est causé par un fait involontaire.
 - Pour autant, les règles applicables à ce type de fait sont identiques à celles qui concernent la faute volontaire.

B. Les fonctions de la responsabilité délictuelle

- La responsabilité délictuelle, ou quasi délictuelle, est mise en œuvre chaque fois qu'un dommage entraîne un préjudice pour autrui,
 - *qu'il soit causé par une personne physique ou par une personne morale.*
- Les fonctions de la responsabilité délictuelle sont de trois ordres :
 - *1. La réparation*
 - *2. La punition*
 - *3. La prévention*

1. La fonction de réparation

- Objectif primordial du régime de la responsabilité délictuelle :
 - *réparer autant que possible le préjudice subi.*
- Chacun doit réparer les dommages qu'il a causé à autrui,
 - *soit en nature (remise en état),*
 - *soit, lorsque cela est impossible, par équivalent (dommages-intérêts).*
 - *Se pose cependant un problème de détermination des limites de cette réparation*.*
- Le juge doit-il condamner à la même réparation pécuniaire, pour la même faute, un ouvrier et un directeur de société multinationale ?

1. La fonction de réparation

■ Le principe posé par le droit est simple :

- *il faut réparer le préjudice subi, seulement le préjudice, et tout le préjudice subi, indépendamment, par exemple, de l'état de fortune des parties.*
 - Lorsqu'il s'agit d'une entreprise, le juge est particulièrement attentif à ce que la réparation ne laisse pas de profit disponible, de manière à éviter la pratique de la faute lucrative.
- *En matière immobilière, lorsque les réparations entraînées par un dommage éventuel apparaissent moins élevées que l'investissement nécessaire à leur prévention,*
 - il pourrait être plus avantageux de ne pas équiper un immeuble de systèmes de sécurité.

2. La fonction de punition

- La conception de la responsabilité délictuelle est dite « subjective »,
 - *puisque'elle s'appuie sur le comportement d'une personne, individu ou personne morale.*
- Cette responsabilité pour faute est la contrepartie de la liberté individuelle
 - *et implique une punition lorsque la faute est constituée.*
- Cette approche permet de répondre aux cas pour lesquels le droit n'a pas encore établi de règles précises,
 - *parce que le domaine est nouveau ou inédit.**
- L'évolution technique et sociale a entraîné des difficultés particulières dans certains cas pour rapporter la preuve de la faute à l'origine du dommage.* *

3. La fonction de prévention

- La responsabilité délictuelle cherche aussi à prévenir l'apparition des dommages.
- Ceci se réalise à 2 niveaux.
 - *a. Par le jeu de l'adage « Nul n'est censé ignorer la loi »*
 - *b. Par l'application du principe de précaution*

3. La fonction de prévention

a) *La prévention par le jeu de l'adage « Nul n'est censé ignorer la loi »*

- Chacun, et plus particulièrement le professionnel connaissant les risques de condamnation, aura à cœur d'éviter de causer des dommages.
- La prévention s'exerce également si la loi est ignorée et qu'une situation dangereuse ou dommageable se présente :
 - *le juge des référés peut intervenir afin de faire cesser dans l'urgence toutes situations potentiellement dangereuses*.*

3. La fonction de prévention

b) La prévention par l'application du principe de précaution

- Principe qui s'applique de plus en plus dans notre droit, et spécialement lorsqu'une entreprise est l'auteur potentiel du dommage.
 - *l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.*
- Le code rural fait allusion principalement aux risques alimentaires et aux risques de pollution de l'environnement, il est évident que, s'agissant d'entreprises, ce principe tend à devenir un réflexe jurisprudentiel.
 - *L'application de ce principe participe largement à l'objectif de prévention du régime de la responsabilité délictuelle.*

C. Les fondements de la responsabilité délictuelle

- Les fondements de la responsabilité délictuelle sont de deux types :
 - *la faute ou le risque.*

1. La faute

- Il s'agit du fondement historique de la responsabilité délictuelle,
 - *chaque individu étant responsable de ses propres fautes ou des fautes commises par les personnes ou les choses dont il est responsable.*

1. La faute

a. La théorie de la faute

- Le code civil ne définit pas la faute
 - *c'est la jurisprudence qui en a précisé les contours.*
- Il faut, pour qu'il y ait faute, la réunion de trois éléments.
 - ** L'élément matériel de la faute*
 - ** L'élément juridique de la faute*
 - ** L'élément volontaire de la faute*

a. La théorie de la faute

*** L'élément matériel de la faute**

- Il s'agit des circonstances précises dans lesquelles le dommage a été causé.
- La faute peut être de commission,
 - *c'est-à-dire constituée par un acte positif**.
- Elle peut être d'omission,
 - *si elle résulte d'une abstention***.

a. La théorie de la faute

***L'élément juridique de la faute**

- Une faute est la non-application ou la mauvaise application d'une règle de droit,
 - *qu'il s'agisse d'un texte (loi, règlement), d'une coutume, etc.*

a. La théorie de la faute

*** L'élément volontaire de la faute**

- La faute est voulue, si ce n'est dans ses conséquences, du moins dans les éléments de fait qui les ont déclenchées.
- L'élément volontaire doit ici s'entendre comme englobant le fait d'imprudence* :
 - *la faute est ce que n'aurait pas fait le « bon père de famille » du code civil.*
- Ces questions soulèvent une difficulté juridique :
 - *que décider lorsque l'auteur de la faute agit sous l'emprise d'un trouble mental ?*
 - *Que faire lorsqu'il s'agit d'un jeune enfant ?*
 - Dans le premier cas, la loi oblige à réparation quel que soit le trouble et a fait de cette hypothèse un cas de responsabilité sans faute.
 - Le second cas a été l'objet de longues évolutions jurisprudentielles, aboutissant aujourd'hui à une large reconnaissance de la responsabilité des parents.

b. La théorie de l'abus de droit

- Est-il possible de commettre une faute en exerçant un droit reconnu ?

- *Oui*

- lorsque la mise en œuvre du droit vise, non pas à obtenir son résultat « normal », mais à porter préjudice à autrui.

- L'abus de droit est donc réalisé par l'exercice fait de mauvaise foi d'un droit reconnu.

- *Exemples : abus du droit de propriété, abus du droit d'ester en justice (de faire un procès), abus du droit de grève, abus dans l'exercice des droits d'associés.*

b. La théorie de l'abus de droit

- Comment établir cette faute ?
- L'abus de droit s'établit en rapportant les circonstances de fait les plus aptes emporter la conviction du juge ;
 - *il s'agit d'un faisceau d'indices convergents.*
- Lorsqu'il est reconnu par le juge, l'abus de droit entraîne la condamnation à des dommages-intérêts et à d'autres sanctions appropriées aux circonstances :
 - *retrait de l'objet, démolition d'une construction, nullité de la décision litigieuse, etc.*

c. Les troubles anormaux de voisinage

- Prolongement particulier de la théorie précédente en matière de propriété immobilière.
 - *Le propriétaire ne peut pas causer aux voisins des troubles constituant un inconvénient anormal.*
 - Si c'est le cas, il peut être condamné à des dommages-intérêts et à des mesures visant à faire cesser le trouble pour le voisinage.
- Ces troubles doivent, pour être punissables, avoir un caractère répétitif ou continu et se déclencher après l'installation dans les lieux du plaignant.
 - *On ne peut en effet demander réparation d'un dommage dont on était conscient.*

d. Les limites du fondement de la responsabilité pour faute

- Limites apparues rapidement et aujourd'hui on généralise la responsabilité sans faute.

➤ *Plusieurs facteurs justifient cette évolution.*

- L'utilisation de matériels dangereux et des produits créant des risques pour l'homme.
- Les entreprises, les administrations, les associations, par leurs activités, peuvent créer des dommages sans qu'il y ait faute au sens traditionnel.
- Et, la théorie de la faute implique pour la victime la nécessité absolue de parvenir à établir la faute pour être indemnisée.
 - *Or, souvent, un dommage est subi alors que cette faute n'existe pas ou n'est pas prouvable.*

2. La théorie du risque et ses développements

a. La théorie du risque

- La théorie bâtie pour permettre d'engager la responsabilité d'une personne physique ou morale
 - *sans avoir à prouver une faute de sa part.*
- Le risque, c'est d'abord celui qu'il faut assumer
 - *parce qu'il accompagne le profit tiré d'une activité.*
- Autre approche :
 - *Chacun doit assumer le fait que ses actes fassent prendre un risque à autrui, lorsque ce risque s'est avéré.*
 - Il n'est pas nécessaire que les agissements en question aient été fautifs*.
- On est dans le domaine de la responsabilité objective, dite « responsabilité sans faute »
 - *puisque seule est recherchée la causalité entre une activité et les dommages qu'elle peut entraîner pour autrui.*

2. La théorie du risque et ses développements

b. La théorie de la garantie

- Dans cette théorie, la réparation du préjudice subi par la victime est considérée comme une priorité sociale et son indemnisation est fortement facilitée.
- Le système des assurances sociales fonctionne sur la notion de garantie due par la société sans qu'aucune faute ne puisse être reprochée directement à quelqu'un*.
- C'est alors un principe de solidarité a priori avec les victimes dont on n'admet plus qu'elles demeurent sans recours. Dans ce cas, le débiteur est totalement dépersonnalisé et c'est la collectivité qui s'acquitte de cette dette**.

II. Les conditions de mise en œuvre de la responsabilité délictuelle

- Trois éléments doivent être réunis :
 - *un dommage,*
 - *un fait générateur de ce dommage*
 - *un lien de causalité entre les deux premiers éléments.*
- **La victime doit toujours apporter la preuve de ces trois éléments,**
 - *de manière différente en fonction du cas de responsabilité qu'elle entend mettre en œuvre.*

A. Le dommage*

1. La typologie des dommages réparables

- Les dommages patrimoniaux et les dommages extrapatrimoniaux sont réparables.
 - *Le droit a une conception très extensive des préjudices réparables et permet une indemnisation de préjudices moraux parfois inattendus**.*
- Certains juristes dénoncent de ce fait une mercantilisation du droit de la responsabilité.
 - *La législation peut endiguer les évolutions jugées excessives :*
 - ce fut le cas pour contrer toute généralisation de la jurisprudence « Perruche ».

1. La typologie des dommages réparables

a. *Les dommages patrimoniaux*

- Il peut s'agir de toute atteinte portée au patrimoine de la victime résultant soit :
 - *d'une perte de valeur de ce patrimoine**,
 - *d'un manque à gagner***,
 - *des conséquences économiques d'un dommage corporel***.*

1. Les dommages extrapatrimoniaux

b. La typologie des dommages réparables

- Il peut s'agir des conséquences d'un dommage corporel :
 - *atteinte au bien-être,*
 - *préjudice esthétique,*
 - *préjudice d'agrément (perte d'une partie du plaisir de vivre).*
- Parfois, c'est l'atteinte aux sentiments d'affection causée par
 - *le décès*
 - *ou l'incapacité des personnes proches.*

2. Les caractères du dommage réparable

a. *Le dommage certain*

- Pour qu'il y ait réparation du préjudice, il faut qu'il soit **certain**,
 - *ou du moins très vraisemblable*,
 - même si ce préjudice peut parfaitement n'être que futur*.
- En tout cas, le juge ne peut pas se contenter d'un préjudice éventuel pour prononcer une réparation**.

2. Les caractères du dommage réparable

b. Le dommage direct

- Le préjudice doit être direct :
 - *être clairement la conséquence du fait générateur de la responsabilité.*
- En cas de dommages « en cascade »,
 - *il appartient au tribunal de déterminer où s'arrête le dommage direct*.*

2. Les caractères du dommage réparable

c. *L'intérêt légitime*

- La responsabilité civile ne considère pas le dommage d'un point de vue moral.
 - *Pourtant, la réparation d'un préjudice n'est pas concevable si l'intérêt de la victime n'est pas légitime et juridiquement protégé*.*

3. Les destinataires de la réparation

a. *La victime directe*

- Le juge répare le préjudice subi de manière intégrale,
 - *sans référence aux circonstances de fait liées à la situation personnelle de la victime ou de l'auteur des faits dommageables.*
 - La victime richissime est indemnisée de la même manière que la victime démunie.

3. Les destinataires de la réparation

b. Les victimes par ricochets

- Très souvent, il existe aussi des victimes par ricochet, subissant un préjudice moral ou matériel.
 - *Il s'agit le plus souvent des proches de la victime.*
 - Les conséquences du décès d'une personne pour son entourage,
 - Les conséquences pour les salariés d'une entreprise de sa fermeture à la suite de comportements fautifs de la direction.

3. Les destinataires de la réparation

b. Les victimes par ricochets

- * Les personnes physiques
- Les parents et alliés de la victime peuvent recevoir une indemnisation de leur préjudice d'affection dans les cas de décès ou de situation médicale très grave.
 - *Le lien de droit (mariage ou filiation, par exemple) n'est pas exigé, mais son absence peut obliger à apporter la preuve du préjudice moral subi*.*
 - *Les proches peuvent également être indemnisés de leur préjudice matériel lorsque la victime était en charge de leurs besoins.*
- * Les personnes morales
- Un employeur a-t-il vocation à être indemnisé du fait de la privation d'un salarié par un accident ou une maladie ?
 - *La jurisprudence refuse ce type de demande, en se basant sur l'absence d'intérêt légitime à agir.*

B. Les faits générateurs de la responsabilité civile

- Ces faits sont nombreux et renvoient aux différents régimes de responsabilité délictuelle.
- On distingue traditionnellement les cas suivants :
 - *1. La responsabilité du fait personnel*
 - *2. La responsabilité du fait d'autrui*
 - *3. La responsabilité du fait des choses*

1. La responsabilité du fait personnel

- Responsabilité fondée traditionnellement sur la notion de faute.
 - *Le droit admet qu'une personne morale, comme un individu, puisse commettre des fautes et engager directement sa responsabilité.*

2. La responsabilité du fait d'autrui

- Le code civil prévoit plusieurs cas de responsabilité encourue par une personne du fait des agissements d'une autre personne.
- Certains cas peuvent concerner les entreprises :
 - *la responsabilité des artisans pour leurs apprentis*
 - *et celle des maîtres et commettants (les employeurs) pour leurs préposés.*

3. La responsabilité du fait des choses

- Cette responsabilité pèse sur la personne qui a la garde d'une chose à l'origine d'un dommage.
 - *L'entrepreneur individuel comme la société ont fréquemment la garde de choses potentiellement dangereuses :*
 - véhicules, machines, outillage.

C. Le lien de causalité

- Pour qu'un dommage causé par un fait générateur puisse être réparé, il faut apporter la preuve du lien de causalité qui les unit :
 - *le fait générateur doit avoir été la « cause efficiente » du dommage et donc du préjudice.*

1. Les caractères du lien de causalité

- La causalité n'est pas toujours simple à rapporter ;
 - *la réalité est souvent complexe et le juge doit savoir où s'arrête la chaîne des causalités**.

a. Le lien de causalité doit être certain

- Le fait générateur n'est retenu comme causalité que s'il a été « nécessaire » à la survenue du dommage.
 - *Il n'est pas rare que plusieurs faits surviennent au même moment et soient tous, peu ou prou, à l'origine du dommage.*
 - Cela entraîne pour le juge la nécessité de se prononcer de manière nuancée*.

b. Le lien de causalité doit être direct

- La jurisprudence applique la théorie dite « de la causalité adéquate » :
 - *lorsque plusieurs éléments de fait sont à l'origine du dommage, on choisit parmi les causes celle qui, « d'après le cours habituel des choses », rendait probable le dommage*.*
 - *Il s'agit là d'une appréciation souveraine des juges.*

2. La preuve de la causalité

a. *L'agent du dommage est identifié*

- Si l'agent du dommage est identifié, on applique les principes généraux du droit :
 - *la preuve de la causalité appartient à la victime.*
 - *Dans de nombreux régimes de responsabilité, une présomption légale facilite l'établissement de cette preuve.*

b. L'agent du dommage n'est pas identifiable

- Diverses circonstances peuvent rendre l'agent du dommage non identifiable.
 - *Il peut s'agir de cas dans lesquels le dommage est causé par une faute collective.**
 - la jurisprudence considère que la faute est collective et condamne ensemble (in solidum) les auteurs de la faute.
- La victime peut s'adresser à n'importe lequel des auteurs du fait dommageable, car chaque coauteur est obligé de réparer l'entier dommage :
 - *sans son intervention, le dommage ne se serait pas produit.*
 - *Celui qui paie l'entier dommage dispose d'un recours contre les autres auteurs*
 - sauf dans le cas où il a commis une faute et les autres une simple imprudence.
- Il peut également s'agir de cas dans lesquels l'auteur du dommage n'est pas identifiable**.

3. Les causes d'exonération

- Le lien de cause à effet entre le préjudice et le fait générateur de responsabilité est indispensable à la mise en cause du responsable.
- Or, parfois, du fait de certains événements, la personne mise en cause parvient à démontrer que ce lien n'existe pas.
 - *Elle est alors exonérée de toute responsabilité.*

a. La cause étrangère

- La cause étrangère est constituée par :
 - *la force majeure (ou cas fortuit)*,*
 - *le fait d'un tiers à l'origine du dommage,***
 - *le fait de la victime***.*

b. L'exonération par le fait justificatif

- Il existe plusieurs types de faits qui peuvent justifier qu'une faute soit commise et libérer l'auteur de cette faute de toute obligation de réparer le dommage causé.
- Sont exonératoires de responsabilité
 - *l'ordre de la loi**,
 - *la légitime défense***
 - *l'état de nécessité***.*